



**COMMUNIQUE DE PRESSE N°011 /OLUCOME/11/2019 PORTANT SUR
L'EMPRISONNEMENT INJUSTE DE QUATRES JOURNALISTES DU GROUPE DE
PRESSE IWACU ET LEUR CHAUFFEUR.**

« La liberté de la presse et le droit à l'information doivent être respecté par les autorités burundaises. Les journalistes arrêtés en train d'exercer leur métier et cloués en prison injustement devraient être libérés dans l'immédiat et sans condition. »

1. L'Observatoire de Lutte contre la corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) est profondément inquiet de la violation quasiment permanente du droit à l'information. Cependant, depuis le déclenchement de la crise en avril 2015, le Burundi n'a cessé de connaître des reculs au niveau de la jouissance du droit à l'information. La liberté de la presse et le droit à l'information ont été chaque fois mis à mal. En effet, depuis le 22 octobre 2019, les 4 journalistes du journal iwacu et leur chauffeur avaient pris le chemin en toute quiétude vers l'endroit où se passait les combats entre les forces loyales et un groupe armé à la recherche de l'information. Dès lors, ils ont été arrêtés et accusés de la complicité d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat. Il s'agit de Christine Kamikazi, Agnès Ndirubusa, Egide Harerimana, Térance Mpozenzi et leur chauffeur Adolphe Masabarakiza.

2. En cette période où les réseaux sociaux battent le plein et véhiculent des informations y relatives, la population burundaise a besoin d'accéder à des informations vérifiées. Les journalistes des médias burundais travaillent dans des conditions extrêmement difficiles et prennent des risques pour le but ultime d'informer la population. En ce moment, la population burundaise a tellement besoin de savoir la réalité hormis ces informations qui circulent sur les réseaux sociaux.

3. L'OLUCOME se trouve inquiet de ce comportement des autorités burundaises à l'approche des élections de 2020 alors qu'il est permis aux journalistes d'exercer leur métier d'informer la population même au moment de la guerre. Ceci présage que si rien n'est fait, avant, au moment et après les élections de 2020, la population est et sera privée de l'accès à l'information et les autorités burundaises continueront à enfermer le pays. Bien plus, l'OLUCOME s'inscrit en faux contre cet emprisonnement injuste des journalistes du groupe de presse IWACU tandis qu'ils devraient plutôt être remerciés pour leur professionnalisme. De tout ce qui précède, l'Observatoire demande aux autorités burundaises de libérer dans l'immédiat et sans condition ces quatre journalistes et leur chauffeur.

Fait à Bujumbura, le 08 / 11 / 2019

Gabriel RUFYIRI

Président de l'OLUCOME

